

Stefanie Stantcheva

« AIDONS LES MÉNAGES À S'ÉQUIPER EN TECHNOS BAS CARBONE »

Spécialiste des politiques fiscales, cette économiste multiprimée intègre les perceptions des citoyens dans son travail. Elle éclaire ici les enjeux de la transition écologique.

« Plus le lien entre une politique et ses effets sur le climat est évident, plus celle-ci sera soutenue. Le deuxième facteur d'adhésion pour les gens, ce sont les effets distributifs de cette politique, avec un souci d'équité. »

L'été a été marqué par une sécheresse et une canicule extrêmes. Ces événements peuvent-ils faire adhérer à une politique climatique plus ambitieuse ?

Dans l'étude que nous avons menée dans vingt pays, dont la France, l'un des points très clairs que nous mettons en évidence, c'est que les gens sont déjà fortement préoccupés par le changement climatique. Ils sont conscients des événements extrêmes qui risquent de devenir plus fréquents, comme la montée des eaux, la hausse des températures... L'inquiétude est là et les gens ont envie que leur gouvernement prenne des mesures ambitieuses. Mais c'est dans les mesures particulières à prendre que des différences apparaissent et que d'autres facteurs entrent en ligne de compte.

Sur quoi repose alors l'acceptation de ces mesures ?

Dans tous les pays, trois facteurs expliquent de façon très cohérente quelles politiques les citoyens vont privilégier. Les gens favorisent d'abord les mesures qu'ils perçoivent comme directement effectives sur les émissions de CO₂. Plus le lien entre une politique et ses effets sur le climat est évident, plus celle-ci sera soutenue. Le deuxième facteur important, ce sont les effets distributifs, avec un souci d'équité. Cette politique va-t-elle bénéficier à des personnes à très bas revenus ou aux plus aisés ? Le dernier facteur



Harvard, Cambridge, octobre 2022

TYLER SMITH



TYLER SMITH

«Le Haut Conseil pour le climat pourrait assurer une mission d'information. Se doter d'un simulateur en ligne pour réaliser des projections sur les émissions carbone d'une politique et estimer les impacts possibles pour les différentes tranches de revenus.»

concerne les effets sur son propre ménage, son intérêt propre. Pourrai-je en bénéficier ou vais-je être affecté sur le plan financier? Ces critères sont assez intuitifs. Ce qui est plus surprenant dans notre étude, c'est que l'intérêt propre ne constitue pas le moteur principal d'adhésion aux politiques climatiques. Le souci d'équité est également très important, même pour les gens plus aisés.

Faut-il alors faire plus de pédagogie?

L'information a un rôle très important à jouer. Mais sans doute pas celle qui est actuellement transmise aux citoyens, qui insiste beaucoup sur les conséquences dévastatrices du changement climatique. Il faut renforcer la pédagogie d'autres aspects, par exemple expliquer comment une politique permet de réduire les émissions et quels seront ses impacts sur les ménages en fonction de leur niveau de revenus. Nous avons réalisé une expérience dans laquelle nous montrions à certaines personnes des vidéos expliquant les effets des politiques climatiques, et à d'autres personnes des vidéos présentant simplement le changement climatique. Cela a confirmé notre hypothèse selon laquelle affirmer qu'«il y a un problème avec le climat» ne fait pas vraiment bouger les lignes.

Les économistes devraient-ils davantage investir le débat public, plutôt que de laisser le champ libre aux climatologues?

Il faut forcément les deux. Les climatologues sont les plus à même de renseigner sur l'efficacité d'une mesure pour le climat. Mais il faut également parler des aspects économiques, du financement de ces mesures. Le Haut Conseil pour le climat pourrait, avec des moyens supplémentaires, assurer cette mission d'information. Il s'agit de le faire en entrant dans le détail, en se dotant d'un simulateur en ligne pour réaliser des pro-

jections sur les émissions carbone d'une politique en cours de discussion, et en en estimant les impacts possibles pour les différentes tranches de revenus. Ce sont des choses importantes car les effets sont souvent très compliqués.

La polémique des jets d'affaires a pris de l'ampleur à la rentrée. Est-ce anecdotique?

Cela correspond à ce souci généralisé d'équité dans tous les pays. Il n'est pas difficile de voir à qui profitent les avions privés. Mais la question se pose de la même façon pour la mise en place de taxes carbone. Quand on demande à des répondants de se prononcer sur des politiques déjà en place, beaucoup les perçoivent comme pénalisantes pour les ménages à faibles revenus. Parfois c'est vrai, mais parfois les perceptions sont en décalage avec la réalité.

Dans quels cas par exemple?

Une taxe carbone dont les revenus seraient distribués de façon absolument égale –chacun reçoit le même montant forfaitaire– n'est pas du tout perçue comme «progressive», c'est-à-dire mettant davantage à contribution les plus hauts revenus. Or souvent, en niveau absolu, les personnes à plus bas revenus vont recevoir plus qu'elles ne dépensent en carburant, et inversement pour les personnes aisées. Mais en règle générale, les gens ont plutôt raison de juger que certaines politiques climatiques actuelles ont tendance à être régressives et demandent davantage d'efforts aux plus modestes. L'adhésion à ces mesures dépend donc énormément de la façon dont les recettes sont utilisées. Si on propose de les utiliser pour compenser de façon ciblée les ménages vulnérables (par exemple, ceux qui habitent dans des milieux ruraux ou qui ont des bas revenus) ou réinvestir dans les technologies propres, les gens sont davantage prêts à payer une taxe carbone.

Bio Express

- 1986 Naissance en Bulgarie
- 2009 Diplômée de l'École polytechnique et de l'Ensaé
- 2014 Rejoint l'université Harvard (États-Unis)
- 2018 Intègre le Conseil d'analyse économique, cercle de réflexion placé auprès du Premier ministre
- 2019 Lauréate du prix du meilleur jeune économiste de France
- 2021 Participe au rapport «Les Grands Défis économiques», piloté par Oliver Blanchard et Jean Tirole et remis au président de la République. Lauréate du prix Maurice Allais de science économique

Affecter les recettes n'est pas forcément facile pour le budget de l'État...

Oui, cependant, il faut s'engager à ce que, a minima, les revenus des nouvelles taxes environnementales ou des hausses de taxes soient mis au service d'une transition énergétique juste, autrement dit, en aidant les ménages selon leurs besoins et en finançant des technologies bas carbone.

Est-ce imaginable de mettre à nouveau en œuvre une taxe carbone?

Non, aujourd'hui, c'est hors de question, étant donné la hausse des prix de l'énergie et la situation géopolitique. Il faut d'abord aider les ménages à s'équiper et faire des transferts vers les ménages qui souffrent vraiment. Les recettes de l'État sont précieuses et coûteuses pour les contribuables. Face aux prix élevés des énergies fossiles, la régulation par les prix, avec une remise générale sur celui de l'essence par exemple, n'est pas un instrument bien ciblé, car elle profite avant tout aux ménages plus aisés qui consomment davantage d'énergie.

«Les gens ont très souvent de bonnes raisons de penser ce qu'ils pensent et celles-ci étaient parfois absentes de nos modèles d'économistes. Mais il peut aussi y avoir de fausses perceptions des populations.»

Vous consacrez de nombreux travaux aux questions d'égalité, qui suscitent de fortes crispations. Comment expliquer cette passion française?

Difficile de dire ce qui relève de la cause et de l'effet. Il y a davantage de politiques distributives en Europe qu'aux États-Unis, et cela contribue à réduire les inégalités. Les questions d'égalité et d'équité suscitent de fortes émotions dans un grand nombre de pays. En tant que citoyens, le souci de justice sociale et d'équité est primordial pour nous.

Le libre-échange provoque également un rejet assez fort. Allons-nous revenir à une politique de fermeture?

Nous avons mené une étude aux États-Unis sur ces sujets. À nouveau, les gens se soucient bien sûr de leur propre intérêt. Ils vont être plus enclins à vouloir des politiques de fermeture quand ils travaillent dans des secteurs directement touchés par la concurrence internationale. Mais de façon plus générale, les répondants ne veulent pas interrompre les échanges, ils veulent aider ceux

qui en sont les perdants. Les politiques de libre-échange doivent se faire concomitamment avec des mesures redistributives. Le rejet de la mondialisation vient en partie du fait que ces compensations ne sont pas mises en place, qu'on laisse faire le libre marché. C'est cela qu'il faut prendre en compte.

Comment aussi favoriser la qualité de l'emploi?

On observe en France, comme dans beaucoup de pays, une polarisation du marché du travail : l'accès aux bons emplois, qui garantissent un salaire satisfaisant, des horaires de travail correct..., est très inégal. Cela se manifeste par des inégalités régionales très fortes. Pour y répondre, il faut des politiques de l'emploi actives mais aussi des incitations pour aider les entreprises à s'implanter dans les régions qui en ont besoin. La plupart des pays le font en recourant à des exonérations fiscales. Les études montrent que c'est une façon très coûteuse d'attirer les entreprises. Il faut plutôt coupler les incitations aux emplois créés et utiliser d'autres outils, comme

la formation, pour attirer celles qui ont le plus grand potentiel de bons emplois. Par ailleurs, le fait que le capital soit moins taxé que le travail incite à remplacer le travail par le capital.

Avez-vous l'impression que vos travaux font évoluer les politiques publiques?

J'ai beaucoup d'échanges avec des gouvernements et au sein des organisations internationales. L'une des leçons de mon travail, c'est qu'on a énormément à apprendre en écoutant les citoyens. Il est indispensable de comprendre les contraintes des gens, leurs objectifs pour la société et pour eux-mêmes. On s'aperçoit, en y regardant de plus près, qu'ils ont très souvent de bonnes raisons de penser ce qu'ils pensent et que ces bonnes raisons étaient simplement absentes de notre propre raisonnement et de nos modèles d'économistes. Mais cela marche dans les deux sens, car il peut aussi y avoir de fausses perceptions, qui viennent d'un manque de connaissance, et nous avons, nous économistes, notre rôle à jouer pour mieux expliquer. C'est le cas pour les politiques climatiques, mais aussi sur les sujets d'immigration par exemple.

Comment l'immigration pèse-t-elle sur les perceptions?

Il existe une théorie selon laquelle les gens sont moins prêts à redistribuer si cela profite à des migrants ou à des personnes d'autres religions ou d'autres ethnies. Nous avons mené une étude dans six pays, dont la France, pour voir si cela était vrai. Ce que nous avons constaté partout, c'est qu'un nombre important de personnes avaient des perceptions très erronées sur l'immigration : elles surestiment fortement le nombre d'immigrants, leur taux de chômage, sous-estiment leur éducation et à quel point ils contribuent à l'économie. Avec des conséquences importantes sur ce qu'ils sont prêts à accepter comme politiques sociales. #

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE-SOPHIE BELLAÏCHE ET SOLÈNE DAVESNE